

LES PATRONS NE DÉCOLÈRENT PAS

Par Nicolas Raulot, publié le 12.10.2010



Photo: Etienne Delorme (archives)

Robert Dennewald (Fedil)

La Fedil dénonce la dangereuse «léthargie» du gouvernement après l'accord obtenu avec les syndicats sur l'indexation des salaires. Une rencontre doit avoir lieu vendredi avec Jean-Claude Juncker. Robert Dennewald a multiplié les attaques contre l'exécutif lors de la conférence de presse d'automne de la Fedil, ce mardi matin. «Si le gouvernement persiste dans sa léthargie, il portera le coup de grâce à l'économie luxembourgeoise», a averti le président de la Fedil-Business Federation Luxembourg. Les patrons n'ont toujours pas digéré l'accord bipartite du 29 septembre entre le gouvernement et les syndicats quant au déclenchement d'une tranche indiciaire (c'est-à-dire une augmentation automatique des salaires bruts de 2,5%) en octobre 2011. «Le gouvernement ne fait qu'aggraver la situation», a martelé Robert Dennewald. La Fedil n'a aucune intention de valider cet accord, très dommageable, selon elle, à l'économie du pays et à la compétitivité des entreprises. «L'évolution des coûts salariaux montre qu'ils ont augmenté de 33,4% au Luxembourg entre 2000 et 2009, alors qu'ils ne progressaient que de 8% dans le même temps en Allemagne et de 23,7% sur l'ensemble de la zone euro», a mis en avant Nicolas Soisson, le directeur de la fédération. «Avec des dérapages pareils, il sera difficile d'attirer de nouveaux investisseurs. Cette politique tue le site industriel luxembourgeois et anéantit tous les efforts de diversification», a-t-il continué.

Un scandale

«Cet accord bipartite est un scandale. On se moque de nous. Notre revendication consistera toujours à demander l'abolition de ce système pervers et montré du doigt à l'étranger», a renchéri Robert Dennewald. Le président d'Eurobéton faisait notamment référence aux commentaires récents de Jean-Claude Trichet, le président de la BCE (Banque Centrale Européenne). Selon le président de la Fedil, «aucune des propositions des organisations patronales présentées au cours des réunions du Comité de coordination tripartite du printemps dernier n'a été retenue par le gouvernement, bien que ce dernier ait partagé (...) l'analyse de la situation économique». Les chefs d'entreprise militent depuis longtemps pour un moratoire de deux ans sur l'index. Ils maintiennent cette revendication aujourd'hui et qualifient leur position de «nuancée».

Robert Dennewald a estimé que la situation économique ne s'améliorait qu'à la marge: «Une sortie de crise n'est pas en vue, d'autant plus que des mesures structurelles en faveur d'un rétablissement de la compétitivité font défaut. Même si de nombreuses branches de l'économie connaissent actuellement une légère reprise, l'activité de l'économie luxembourgeoise est loin d'atteindre le niveau d'avant crise.»